

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 Nîmes

Nîmes, le 13/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/08/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

HYDRAPRO SAS

ZA DU PIQUET
35370 Étrelles

Références : -
Code AIOT : 0006602641

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/08/2025 dans l'établissement HYDRAPRO SAS implanté lieu dit de Pazac Route de Meyne 30210 Lédénon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée de manière réactive à la suite de l'accident survenu le 10 août 2025 se traduisant par une combustion de produits chlorés stockés dans une cellule du bâtiment matières premières de l'établissement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HYDRAPRO SAS

- lieu dit de Pazac Route de Meyne 30210 Lédénon
- Code AIOT : 0006602641
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société HYDRAPRO (groupe B2F) exploite un site industriel de fabrication, conditionnement et stockage des produits chlorés pour le traitement de l'eau, principalement pour le marché des piscines et spa. Le site occupe une superficie de près de 6 hectares. Il est situé au lieu-dit Pazac, route de Meynes, sur la commune de Lédénon, à une quinzaine de kilomètres au nord est de Nîmes, à environ 3km au sud du centre de Lédénon et 3 km à l'ouest du centre de Meynes, dans un milieu agricole.

Les habitations les plus proches des limites du site accueillant des chambres d'hôtes, se situent à une vingtaine de mètres au sud. A 500 mètres à l'est au lieu dit «les Mugues» et à 500 mètres au sud-ouest s'y exerce une exploitation maraîchère.

L'activité du site consiste à réceptionner des substances chlorées en poudre, les mélanger, les presser pour former des pastilles ou galets ou encore de les ensacher directement sous forme pulvérulente. Le process de fabrication se fait à température ambiante et aucune réaction chimique n'est mise en œuvre. Le site conditionne également en seaux ou bidons des produits détergents et d'entretien sous forme de poudres.

L'exploitant dispose sur son site de 3 mélangeurs pour la fabrication de produits solides (poudre), de 3 lignes de conditionnement et pressage sous forme de pastilles (pastilleuse) et de 2 lignes de conditionnement semi-automatiques de produits solides (poudre) en sceau.

L'établissement emploie 47 agents permanents ainsi que des personnels intérimaires (jusqu'à 40 saisonniers en période de pointe d'activité).

Le site est soumis à autorisation sous la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et relève du statut seveso seuil haut.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Plans d'urgence
- Risque incendie
- Risque toxique
- Sécurité/sûreté

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne

se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Demande d'action corrective	1 mois
4	Dispositions	Arrêté Préfectoral du	Mesures d'urgence	15 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	constructives et comportement au feu	28/04/2025, article 6.3.2		

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rapport d'accident	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.512-69	Sans objet
2	Nomenclature ICPE	Arrêté Préfectoral du 28/04/2025, article 2	Sans objet
5	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 28/04/2025, article 6.3.3	Sans objet
6	Etude de dangers	Arrêté Préfectoral du 28/04/2025, article 6.1.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite, réalisée à la suite de l'incident survenu le 10 août 2025 sur Hydrapro, montre que la cause de la mise en combustion d'une cellule de stockage de matière première doit faire l'objet d'investigations complémentaires à ce stade. Le produit stocké dans cette cellule se présente de manière solide sous forme de poudre. Il s'agit d'un produit chloré entrant dans la composition des pastilles à base de chlore fabriquées sur le site. Un lot de ces matières premières en poudre avait toutefois été précédemment identifié comme présentant un problème de qualité intrinsèque et avait fait l'objet d'une surveillance spécifique sans qu'aucune dérive des paramètres suivis (température, dégagement de chlore notamment) ne soit constatée avant l'accident.

Aucun blessé n'est à déplorer et l'exploitant a fait appel dans le cadre de la mise en œuvre de son plan d'opération interne (POI) à son prestataire, membre du réseau RIPA (Réseau des Intervenants en situation Post-Accidentelle), pour réaliser des prélèvements environnementaux afin d'évaluer les impacts de l'événement sur l'environnement. Les résultats commentés des prélèvements effectués sont attendus.

Les eaux mises en œuvre dans le cadre de la gestion de cette combustion (environ 400 m³) ont été collectées et confinées au niveau du bassin de rétention étanche du site. Au moment de la visite, les travaux de nettoyage sont très avancés, le bassin de rétention est quasi vide et prêt à être curé. La réserve d'eau incendie est presque complètement reconstituée. Trois cellules du bâtiment de stockage de matières premières (cellule incriminée et deux cellules adjacentes) ont subi des dégradations qui vont nécessiter des travaux de reconstitution des propriétés constructives avant de pouvoir être remises en service.

A la suite de cette visite un arrêté préfectoral de mesures d'urgence a été signé le 12 août 2025 sur proposition de l'inspection des installations classées portant notamment sur les points suivants :

- remise d'un rapport complet d'accident pour retracer la chronologie précise de l'événement, analyser de manière détaillée les causes, évaluer les conséquences, proposer des actions complémentaires techniques et/ou organisationnelles pour prévenir toute récurrence ;
- suspension de l'activité exercée dans le bâtiment de stockage des matières premières jusqu'à restauration de la fonctionnalité des mesures de maîtrise des risques (détection, désenfumage notamment) et justification du respect des dispositions constructives imposées aux différentes cellules (classification REI 120) après travaux éventuels.
- mise en place d'une surveillance renforcée en dehors des heures ouvrées tant que les opérations de sécurisation ne sont pas terminées,
- reconstitution de la réserve incendie du site,
- évacuation des déchets et des eaux d'extinction vers des filières autorisées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rapport d'accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'accident
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les premières fumées apparaissent à la caméra de surveillance à 8h46 et l'exutoire des fumées s'ouvre à 8h48. Une alarme technique (détecteur de fumées) se déclenche à 8h46. A 8h50, l'alarme incendie correspondant au déclenchement du second détecteur de la cellule, se produit, la société de télésurveillance appelle l'astreinte du site pour l'en informer. En parallèle, les pompiers sont appelés et arrivent sur site à 9h30.</p> <p>Le POI est déclenché à 9h48. Le schéma d'alerte prévu par le POI est alors déclenché (préfecture et DREAL prévenues à 9h54). L'évènement génère beaucoup de fumées blanches qui ne permettent pas d'évacuer la palette incriminée dans la cellule 4. Cette dernière cellule stocke des matières premières solides se présentant sous forme de poudres chlorées non inflammables mais présentant des caractéristiques oxydantes, c'est-à-dire pouvant réagir en présence d'impuretés ou d'humidité. Elles sont donc sujettes à des phénomènes de décomposition entraînant dans le cas d'une combustion la libération d'un mélange gazeux contenant du chlore gazeux et du chlorure d'hydrogène.</p>

L'état des stocks (quantité et nature des produits stockés) tel que demandé par l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 est édité entre 10h05 et 10h10 (cf. constat n°3).

A 10h33, l'exploitant fait appel à la société Socotec, membre du réseau RIPA, pour réaliser les prélèvements environnementaux liés aux fumées dégagées pendant l'événement. Socotec arrive sur site vers 14h30.

A 10h57 l'arrosage de la cellule par les pompiers débute. Dans un premier temps, les pompiers utilisent une borne incendie extérieure (60 m³/h) puis la réserve incendie interne au site de 780 m³. Sur la durée de l'événement, en cumulant les phases d'extinction et en se rapportant au contenu du bassin de rétention, en première approche de l'ordre de 400 m³ d'eau ont été utilisés. Toutes les eaux ont été confinées dans le bassin de confinement du site. Sur la durée de l'événement 88 sapeurs pompiers avec 35 véhicules sont engagés sur l'intervention.

A 11h10 le plan particulier d'intervention (PPI) est déclenché par le préfet. L'exploitant qui n'en prend connaissance qu'à 11h47, ne déclenche pas la sirène comme il l'aurait dû dans le cadre de la mise en œuvre des dispositions prévues par l'activation du PPI. Une mesure de confinement est alors mise en place sur le périmètre d'exposition du PPI (825 m).

Vers 13h l'émission des fumées diminue et l'exploitant procède à l'évacuation des matières premières stockées dans les cellules contiguës à la cellule incriminée. Vers 16h00, l'incendie est déclaré fixé et les mesures environnementales réalisées permettent au préfet de lever le confinement. Vers 18h00, l'incendie est déclaré éteint et le PPI est levé.

Les balises situées dans l'environnement du site pour mesurer la teneur en chlore à hauteur d'homme, n'ont pas montré d'anomalie significative (atteinte à hauteur d'homme du seuil olfactif d'irritabilité lequel se situe très en deçà du seuil des effets irréversibles).

Les premières investigations laissent penser que la combustion se serait produite au niveau d'un big-bag de matières premières déjà entamé, sur lequel un défaut de qualité avait été identifié lors de l'empastillage (pH trop élevé, couleur non conforme) le 1^{er} août. Ce produit avait été isolé et mis en quarantaine pendant 5 jours avant d'être réintégré dans la cellule des matières premières correspondant à sa nature en vue de repasser en production, après transvasement de la cuve de fabrication dans un big-bag. Il était présent dans cette cellule depuis environ 4 jours et faisait l'objet d'une surveillance quotidienne en température et taux de chlore dégagé. Aucune anomalie n'avait été mesurée avant l'incident. Une investigation approfondie sur la qualité de ce produit devrait être menée dans le cadre de l'analyse détaillée des causes à venir.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

À la suite de cette visite un arrêté préfectoral de mesures d'urgence a été signé le 12 août 2025 sur proposition de l'inspection des installations classées portant notamment sur les points suivants :

- remise d'un rapport complet d'accident pour retracer la chronologie précise de l'événement en précisant les modalités de déclenchement du POI puis du PPI, décrire la mise en œuvre des moyens de noyage de la cellule en volume et en débits, analyser de manière détaillée les causes en particulier au regard des spécifications des produits mis en œuvre et de leurs caractéristiques physico-chimiques, évaluer les conséquences notamment sur l'environnement (phase RIPA),

proposer des actions complémentaires techniques et/ou organisationnelles pour prévenir toute récurrence et d'en améliorer les modalités d'intervention ;

- suspension de l'activité exercée dans le bâtiment de stockage des matières premières jusqu'à restauration de la fonctionnalité des mesures de maîtrise des risques (détection, désenfumage notamment) et justification du respect des dispositions constructives des différentes cellules après travaux éventuels.

- mise en place d'une surveillance renforcée en dehors des heures ouvrées tant que les opérations de sécurisation ne sont pas terminées,

- évacuation des déchets et des eaux d'extinction vers des filières autorisées.

L'inspection demande également que l'exploitant :

- détaille la chronologie des opérations et lieux de stockage du lot 93422 de l'état des stocks de la cellule 4 du bâtiment matières premières entre le 1^{er} août et le jour de l'accident

- procède à une analyse des risques de contamination du produit correspondant au lot 93422 de l'état des stocks de la cellule 4 du bâtiment matières premières lors de ses transvasements successifs entre la fabrication et le stockage de matières premières.

Enfin, l'inspection demande à l'exploitant de recueillir et conserver un échantillon du produit incriminé pour permettre le cas échéant de mener des investigations plus approfondies dans le cadre de la recherche des causes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Nomenclature ICPE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2025, article 2

Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature ICPE

Prescription contrôlée :

Nature des installations autorisées sous les rubriques 4440 et 4510 de la nomenclature des installations classées

A noter qu'en fin de journée, les produits non consommés présents dans le bâtiment D ainsi que les produits formulés en attente de conditionnement seront stockés au sein du bâtiment de matières premières. Les quantités seront présentes dans l'un ou l'autre des bâtiments.

Constats :

L'exploitant présente et remet un état des stocks actualisé du tonnage des substances classées sous les rubriques 4440 et 4510, à, savoir un tonnage de 190,384 t pour la rubrique 4510, 345,611 t pour la rubrique 4440 et de 31,958 t pour la rubrique 4511 (non classée, dont le seuil de déclaration est à 100 tonnes). Ces valeurs se situent en deçà du tonnage autorisé par l'arrêté préfectoral du 28 avril 2025 de 798 t pour la rubrique 4510 et 634 t pour la rubrique 4440 selon l'arrêté du 6 octobre 2022.

L'arrêté préfectoral prévoit qu'au maximum 60 tonnes de produits relevant de la rubrique 4510 (dangereux pour l'environnement aquatique) de la nomenclature des installations classées soient stockées dans la cellule 4 du bâtiment matières premières.

Au moment de l'incident, les quantités stockées de produit étaient de 30,260 tonnes de matières

premières neuves se présentant sous la forme de 29 big-bags d'une tonne et de deux big-bags de matières premières entamées et non consommées de respectivement 529 et 741 kg, qui avaient été remisés dans la cellule en dehors des heures de fabrication ainsi que le prévoit l'arrêté préfectoral.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50

Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées

Prescription contrôlée :

L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.

Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.

Constats :

L'état des stocks a été édité lors de l'incident avec les informations requises, mais il a été rapporté à l'astreinte de la DREAL lors de la phase de gestion de crise POI un état très légèrement différent avec 30 big-bags de 1 t et 260 kg de produits semi-finis (au lieu de 29 big-bags de 1 t et 2 big-bags entamés de 529 kg correspondant au lot 93422 de l'état du stock et 741 kg d'un big-bag entamé du lot 76162). S'agissant de produits présentant les mêmes caractéristiques physico-chimiques, cette inexactitude n'empêche pas de conséquence sur la gestion de l'évènement ni ses conséquences.

L'état des stocks présenté ne comporte toutefois pas de manière autoportante toutes les informations détaillées visées à l'article 50 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.

L'état des stocks général fait apparaître les quantités par rubrique de la nomenclature sans que la correspondance puisse être faite directement avec les matières stockées et leurs mentions de dangers (référence à un code produit non interprétable par des interlocuteurs extérieurs).

L'état des stocks particulier de la cellule 4 ne fait pas apparaître les mentions de dangers des produits stockés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les actions correctives sur l'état des stocks détaillé présentées dans le courrier de l'exploitant du 6 mars 2025 en réponse à l'inspection du 12 décembre 2024 doivent être mises en œuvre sous un délai d'un mois .
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Dispositions constructives et comportement au feu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2025, article 6.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives bâtiment matières premières
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>* Le bâtiment de stockage des matières premières dispose d'un sol, parois et plafond en béton et est divisé en 12 cellules de stockage de 4 mètres de hauteur. Ces cellules sont séparées par des murs REI 120. Les parois périphériques sont EI 120 et les portes coupe-feu EI2 120C. Ce compartimentage a pour objet de prévenir la propagation d'un incendie d'une cellule de stockage à l'autre. Pour atteindre cet objectif, les cellules respectent au minimum les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les ouvertures effectuées dans les parois séparatives (baies, convoyeurs, passages de gaines, câbles électriques et tuyauteries, portes, etc.) sont munies de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu équivalent à celui exigé pour ces parois. Les fermetures manœuvrables sont associées à un dispositif assurant leur fermeture automatique en cas d'incendie, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de la paroi. Ainsi, les portes situées dans un mur REI 120 présentent un classement EI2 120 C. Les portes battantes satisfont une classe de durabilité C2. La fermeture automatique des dispositifs d'obturation (comme par exemple, les dispositifs de fermeture pour les baies, convoyeurs et portes des parois ayant des caractéristiques de tenue au feu) n'est pas gênée par les stockages ou des obstacles ; - si les murs extérieurs ne sont pas au moins REI 60, les parois séparatives de ces cellules sont prolongées latéralement aux murs extérieurs sur une largeur de 0,50 mètre de part et d'autre ou de 0,50 mètre en saillie de la façade dans la continuité de la paroi ; - la toiture est recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives. Cette bande est en matériaux A2 s1 d1 ou comporte en surface une feuille métallique A2 s1 d1. Alternativement aux bandes de protection, des moyens fixe ou semi-fixe d'aspersion d'eau placés le long des parois séparatives peut assurer le refroidissement de la toiture des cellules adjacentes sous réserve de justification ; - les parois séparatives dépassent d'au moins 1 mètre la couverture au droit du franchissement. Cette disposition n'est pas applicable si un dispositif équivalent, empêchant la propagation de l'incendie d'une cellule vers une autre par la toiture, est mis en place.
<p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant fait procéder à un contrôle d'intégrité de la structure du bâtiment de stockage des matières premières par un expert extérieur.</p> <p>Les premiers retours de l'expert recueillis lors de l'inspection montrent que la cellule 4 incriminée et les cellules adjacentes 3 et 10 doivent faire l'objet de travaux pour retrouver les caractéristiques constructives prescrites par l'arrêté préfectoral du 28 avril 2025. L'arrêté de mesures d'urgence suspend donc l'utilisation des cellules du bâtiment matières</p>

premières dans l'attente de la démonstration de leur remise en conformité structurelle et de la fonctionnalité recouvrée des mesures de maîtrise du risque équipant lesdites cellules.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mesures d'urgence
Proposition de délais : 15 jours

N° 5 : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2025, article 6.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage
Prescription contrôlée : Tous les bâtiments fermés sont équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie. Les commandes d'évacuation manuelles sont placés à proximité des accès et facilement accessibles depuis les issus des bâtiments. Des exutoires à commande automatique et manuelle font partie des dispositifs d'évacuation des fumées.
Constats : Le désenfumage a fonctionné de manière opérationnelle lors de l'événement et s'est déclenché automatiquement deux minutes après la première alarme technique. L'inspection a pu visualiser cette ouverture sur l'enregistrement de la vidéosurveillance du site. Le bon fonctionnement de ce dispositif devra être vérifié avant redémarrage des activités de stockage en cellule.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Etude de dangers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2025, article 6.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation de la cellule incriminée du bâtiment matière première
Prescription contrôlée : Les installations de l'établissement SAS HYDRAPRO sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et aux dispositions techniques et organisationnelles figurant dans l'étude de dangers en vigueur, dès lors qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté et des autres arrêtés préfectoraux ou ministériels susvisés, à la législation des installations classées ou aux autres réglementations applicables.
Constats : L'inspection n'a pas constaté de conditions d'exploitation du bâtiment de stockage des matières premières non conformes aux hypothèses de l'étude de dangers. L'arrêté de mesures d'urgence prévoit les mesures à mettre en place pendant la phase de fonctionnement dégradé qui ne doit pas conduire à une aggravation des risques par rapport à ceux pris en compte dans l'étude de dangers de l'établissement.

Type de suites proposées : Sans suite